

la mesure relative à l'organisation rationnelle des embranchements des lignes de chemin de fer, véritable épée de Damoclès au-dessus de la tête des cultivateurs de l'Ouest, la mesure relative à la réforme du Sénat, dont le besoin se fait sentir depuis longtemps, la mesure visant à modifier la loi sur l'assurance-récolte, une autre mesure qui ne peut être mise en vigueur dans les Prairies à moins que le gouvernement fédéral décide d'accorder son aide, la loi sur l'aide à la production du charbon, une mesure visant à constituer le ministère des Forêts et de l'Aménagement rural, la mesure modifiant la loi sur les prêts aux améliorations agricoles, en vue d'augmenter le montant maximum de tout prêt pouvant être consenti à un cultivateur, et une importante résolution visant à déferer la question des niveaux des eaux du réseau des Grands lacs au comité permanent des mines, forêts et cours d'eau.

Voilà quelques-unes des mesures que le premier ministre retarde. Autrement dit, il sabote son propre programme législatif et il ne peut en blâmer que lui-même.

Le Parlement est forcé d'approuver un drapeau Pearson dont 30 p. 100 des Québécois et 70 p. 100 des citoyens des autres provinces ne veulent pas, selon les résultats d'un sondage indépendant, publié dans un numéro récent d'un journal canadien-français. Ils ne veulent pas du drapeau. Personnellement, monsieur l'Orateur, je crois que le drapeau devrait représenter l'histoire d'une nation, ses luttes, ses sacrifices, et même ses différences—car toutes les nations ont leurs différences—et, bien sûr, ses débuts. A mon humble avis, une nation qui ne s'intéresse pas à son passé est comme une personne qui refuse de reconnaître sa mère dans la rue, et pareille nation n'a pas grand-chose à attendre de l'avenir. En cela, je suis d'accord avec Bruce West, journaliste de Toronto. Je cite de brefs passages de son article:

Je crois que les efforts impatients d'un grand nombre pour écarter une bannière qui symbolise presque un siècle de notre histoire peuvent indiquer que quelque chose laisse grandement à désirer dans les affaires du Canada.

Je crois que pareille mesure pourrait constituer un pas de plus vers le jour où, dépouillés de notre passé et de notre héritage, nous ne constituerions guère qu'une autre république de troisième ordre en face de l'attraction magnétique, déjà si puissante, de notre grand voisin du Sud. J'espère me tromper. Mais je ne puis m'empêcher d'éprouver ce sentiment, tout de même. Je pense que le jour où le pavillon rouge sera écarté, un coup très dur sera porté à notre édifice national déjà pas trop solide.

Dans la même veine, il continue en nous disant que le pays ne se trouvera pas unifié par cette question qui prête à la division.

[M. Muir (Lisgar).]

Pour moi, monsieur l'Orateur, l'écusson du pavillon rouge représente nos premiers colons, qui, à cette époque-là, étaient disposés à noyer leurs divergences—les colons appartenaient à différentes races, mais surtout à nos deux races principales—pour fonder une nation. Les feuilles d'érable figurant sur l'écusson ne sont que notre symbole géographique. L'Union Jack représente notre association au Commonwealth des nations britanniques, l'une des meilleures organisations au service de la paix mondiale. Même les croix de l'Union Jack sont antérieures à toute nation et représentent notre passé chrétien remontant à l'époque des croisades et de la quête du Saint Graal. J'aimerais lire une lettre adressée par un Canadien français au rédacteur en chef du *Citizen* d'Ottawa. Il s'exprime ainsi:

Ceux qui s'imaginent que tous les Canadiens de langue française s'opposent au pavillon rouge comme drapeau distinctif national se méprennent. La combinaison de croix chrétiennes dans l'Union Jack exprime pour un grand nombre d'entre nous une foi répandue dans le monde entier qui est beaucoup plus ancienne que toute entité nationale particulière dans l'histoire au cours des derniers 2,000 ans...

Je répète que la plupart des Canadiens sont disposés à accepter un compromis en ce qui a trait à nos symboles nationaux; cela fait partie de la tradition canadienne. Mais si on nous impose ces changements en ayant recours à d'autres moyens, comme ceux que le gouvernement utilise dans la résolution sur le drapeau, on constatera que la grande majorité de notre population ne les acceptera pas. Le premier ministre peut encore faire l'aiguillage qui évitera la collision. S'il ne le fait pas, face à l'opposition implacable qu'il rencontre, il passe outre à l'opinion d'un vaste secteur de notre population et il afflige plusieurs Canadiens loyaux. Il aura peut-être à regretter la hâte avec laquelle il a agi dans cette affaire, car il sème la consternation et il se peut qu'il récolte l'amertume.

Je vais lire un très court passage d'un éditorial d'un journal local, je ne voudrais pas insérer trop de citations dans mon discours. On y lit:

On n'a jamais demandé directement aux Canadiens s'ils voulaient un nouveau drapeau. C'est sûrement la première chose à faire. D'après nous, il faudrait poser la question directement, au moyen d'un référendum national, et non au cours d'élections imbuës d'esprit de parti.

Si nous adoptons un drapeau au milieu de la dissension actuelle, au moyen d'une mise aux voix imposée au Parlement, qu'en résultera-t-il? Encore plus de dissension sans aucun doute.

Songez plutôt avec quelle fierté et quelles acclamations un drapeau, peut-être un meilleur, pourrait être choisi lors d'une conférence fédérale-provinciale, qui devra éventuellement étudier des modifications constitutionnelles.

Le moment est bien mal choisi, au milieu de la discorde et du mécontentement, pour imposer la question du drapeau aux Canadiens.